

Entre la France et le Rwanda : le temps de l'apaisement



Emmanuel Macron est en visite aujourd'hui à Kigali, vingt-sept ans après le génocide des Tutsis. Il prononcera un discours très attendu au mémorial des victimes pour normaliser la relation bilatérale avec le Rwanda, alors que deux rapports avaient pointé, en mars, les responsabilités de la France dans le soutien au régime Hutu pendant le génocide. Page 2

Économie
Le poids de la Chine sur les marchés des matières premières



Page 4

Aides au logement
La Caf reconnaît des anomalies dans les versements

Page 5

Grand âge
Des propositions pour bien vieillir chez soi

Page 6

Rencontre
Pendant dix ans, il a été le sosie officiel de Napoléon



En dernière page

Commentaire

par Laurent Marchand (*)

Un voyage courageux au Rwanda

C'est peut-être le voyage le plus important du quinquennat d'Emmanuel Macron. Celui qui a demandé la plus minutieuse des préparations, la plus grande attention à la portée des mots et des gestes. Aller au Rwanda, pour un président français, c'est se mesurer à l'histoire la plus inconfortable qui soit. Car les huit heures d'avion qui séparent Paris de Kigali enjambent un véritable gouffre mémoriel. Celui du génocide perpétré en 1994 par les Hutus contre les Tutsis. Et dans ce gouffre, il y a la terrible part d'ombre de ce que furent les responsabilités françaises.

Au sens technique du mot, nous allons assister à une « **normalisation diplomatique** » entre les deux capitales. Emmanuel Macron et Paul Kagame, son homologue, ont su instaurer un rapport de confiance. Le retour prochain d'un ambassadeur de France au Rwanda sera sans doute annoncé, tout comme une série d'accords et de nouvelles perspectives dans la relation bilatérale. Mais après un génocide, qui a fait plus de 800 000 victimes, peut-on réellement parler de normalisation ?

Il y a, en fait, deux dimensions à ce voyage. La première était la plus lourde à surmonter, l'aspect mémoriel. La seconde, c'est l'enjeu stratégique pour la politi-

que africaine de la France.

Sur le premier point, Nicolas Sarkozy avait fait un bout du chemin. Un rapport parlementaire et surtout des historiens et des chercheurs avaient défriché le sujet. Mais c'est Emmanuel Macron qui a, dès le début de son mandat, posé des jalons vers ce rapprochement. En donnant des gages au Rwanda sur la scène internationale (c'est notamment une Rwandaise qui dirige désormais l'Organisation de la francophonie). En tissant une nouvelle relation avec l'homme fort du Rwanda, Paul Kagame. En ouvrant surtout les archives et donc la voie à un travail de recherche sur le degré de responsabilité de la France en 1994.

« Responsabilités lourdes et accablantes »

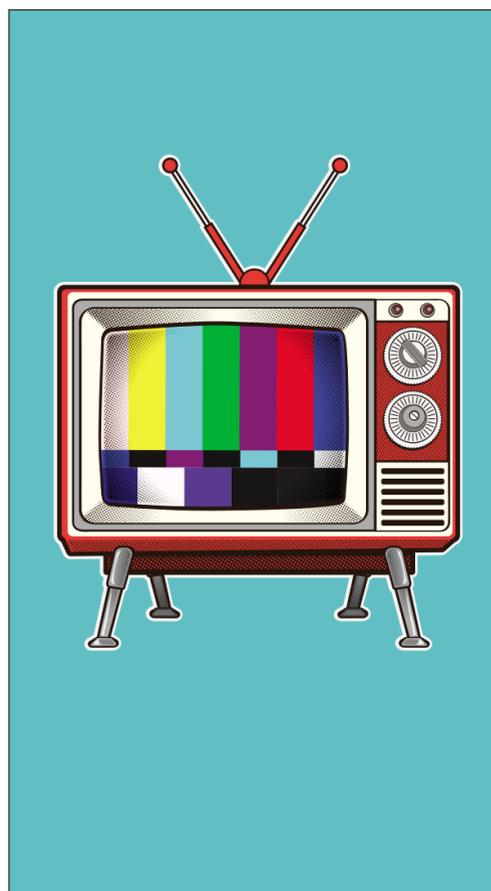
La parution en mars de deux rapports, l'un français, dirigé par Vincent Duclerc, l'autre, commandé par le Rwanda à un cabinet américain, a permis de faire un pas vers la vérité, et donc l'apaisement. La ligne est ténue et était aussi sensible à Kigali qu'au sein de l'armée française. Ces rapports relèvent les « **responsabilités lourdes et accablantes** » de la France, qui soutint le régime raciste hutu de manière « **aveugle** ». Ils écartent dans le même temps l'accusation

qui était la plus infamante, celle de complicité de génocide.

Le second enjeu de ce voyage au Rwanda, suivi d'une étape vendredi en Afrique du Sud, concerne la question de l'influence française en Afrique. Empêtrée au Sahel où l'intervention française vient de subir deux sérieux revers politiques (au Tchad et au Mali), objet de campagnes de désinformation allègrement amplifiées par d'autres acteurs (Russie, Turquie, Chine) présents sur le sol africain, la France cherche une nouvelle voie. Hors de son pré carré francophone, plus en prise avec les pays les plus dynamiques du continent.

Les paroles du Président français au Mémorial du génocide, ce midi, auront ainsi un poids qui va bien au-delà de la seule relation bilatérale. Comme pour le dossier algérien, Emmanuel Macron s'est engagé sur un travail de mémoire, et donc de vérité, qui requiert un réel courage. L'écho de ce voyage, tant en Afrique que dans la diaspora en France, nous dira si ce choix peut permettre à la France un rebond d'influence, de toucher, enfin, le cœur des nouvelles générations. De sortir des ombres d'un empire décati.

(*) Rédacteur en chef délégué à Ouest-France en charge de l'international.



Y'a quoi à la télé ce soir ?

Film, série, documentaire, sport, dessin animé... Sélectionnez votre programme sur ouest-france.fr et passez une bonne soirée devant votre émission préférée !

À retrouver sur programmetv.ouest-france.fr et sur l'application Ouest-France

Rwanda : un voyage présidentiel pour apaiser

Emmanuel Macron s'envole ce matin à destination de Kigali. Vingt-sept ans après le génocide des Tutsis, la France et le Rwanda normalisent leur relation.

« Je ne suis qu'un interlocuteur parmi tant d'autres qui ont travaillé à ce rapprochement », reconnaît modestement Hervé Berville, député LREM des Côtes-d'Armor. Ce matin, il sera dans l'avion présidentiel qui se rend à Kigali, sa ville natale. Ému, bien sûr, comme il l'était en 2019, lorsqu'Emmanuel Macron l'avait dépêché comme « représentant personnel » aux commémorations du génocide.

Hervé Berville est né dans une famille Tutsi de Kigali. Orphelin, il fait partie des enfants évacués par l'armée française en avril 1994. Il sera adopté par une famille de Pluduno (Côtes-d'Armor). « C'est un honneur. Je suis né au Rwanda, et je suis breton et député français. Tout cela permet d'incarner cette relation entre nos deux pays. J'ai du mal à trouver les mots justes... »

Un enjeu géopolitique

Ce voyage au Rwanda est en effet censé apaiser la relation bilatérale, empoisonnée depuis vingt-sept ans par le rôle joué par la France lors du génocide. Il a fallu de nombreux gestes pour restaurer la confiance. Un premier voyage de Nicolas Sarkozy en 2010. Le choix très politique d'Emmanuel Macron de faire nommer en 2018 une Rwandaise, Louise Mushikiwabo, à la tête de la francophonie. Et puis surtout, un travail mémoriel sur les responsabilités françaises, rendu possible grâce à l'ouverture des archives par l'Élysée.

Fin mars, un rapport de plus de mille pages a brossé un tableau sans concession, qualifiant la politique française d'alors « d'aveugle » face à



Emmanuel Macron a reçu le président du Rwanda Paul Kagame à Paris le 17 mai, à quelques jours de sa visite officielle au Rwanda.



Photo : AFP - Infographie : O.F.

la préparation du génocide, qui a fait plus de 800 000 morts. Surtout, ce rapport estime que si la France n'a pas été « complice » elle a porté des « responsabilités lourdes et accablantes » dans le soutien au régime Hutu. Des mots attendus à Kigali depuis longtemps.

Le discours que prononcera ce matin Emmanuel Macron au Mémorial des victimes sera écouté par tout un continent. « Un élément était important pour les Rwandais, souli-

gne Hervé Berville, avoir une compréhension commune de la vérité historique, en ouvrant un certain nombre d'archives ».

L'apaisement entre Paris et Kigali permet aussi à la France de remettre pied dans cette zone anglophone de l'Afrique, très dynamique. Les deux présidents se sont vite compris en matière économique. Et pour Paul Kagame, président du Rwanda, le retour d'un ambassadeur de France à Kigali est aussi un gain diplomatique

pour ses ambitions continentales.

« Ce voyage doit ouvrir une nouvelle page sur l'économie, le sport, la sécurité, la culture, précise Hervé Berville, conscient de son enjeu géopolitique. Un certain nombre de pays comme la Turquie, la Russie, la Chine instrumentalisent notre histoire. Le travail sur la mémoire est aussi une arme puissante contre la désinformation de certaines puissances en Afrique. »

Laurent MARCHAND.

« Ce voyage est très attendu, y compris dans la diaspora »

Entretien



Antoine Glaser, journaliste, spécialiste de l'Afrique, et écrivain (1).

PHOTO :

Quel type de relation entretiennent Macron et Kagame ?

C'est un peu devenu une véritable idylle, les deux hommes se sont trouvés et le réchauffement de la relation est spectaculaire. Paul Kagame a compris qu'avec Emmanuel Macron il pouvait entrer dans une nouvelle phase, qui donne force à sa stratégie de diplomatie d'influence sur le continent. Il a compris un point essentiel. À savoir que la France n'a pas vu l'Afri-

que se mondialiser.

À ce point ?

Oui, on parle toujours de la FrancAfrique institutionnelle du temps du général de Gaulle, mais la France n'a pas vraiment vu arriver la Chine, en pensant pouvoir gérer sa diplomatie d'influence dans son pré carré africain. Petit à petit, d'autres acteurs sont devenus plus actifs, comme la Turquie, la Russie qui est revenue, Macron le dit lui-même dans notre livre, on dégringole et il en est conscient.

On a assisté aussi à une vraie campagne de désinformation anti-française, en Centrafrique notamment. L'apaisement avec le Rwanda est une forme de contre-attaque ?

Oui, c'est une forme de contre-attaque, mais la France est dos au mur.

La récente publication de deux rapports évoquant les responsabilités françaises durant le génocide de 1994 a permis l'apaisement. Qu'en pensez-vous ?

La ligne française, c'est celle d'une reconnaissance de responsabilité, pas de complicité dans le génocide. Le rapport Duclerc facilite ce rapprochement. Il montre bien aussi le climat de l'époque. Dans les années 1990, le dossier rwandais était mal géré, totalement sous-estimé. C'est horrible à dire, car un génocide a eu lieu, mais c'est la réalité.

En visite à Paris il y a dix jours, Paul Kagame a eu de nombreuses rencontres, notamment avec des militaires français...

Oui, c'est une chose très importante. Kagame a rencontré des militaires français à Paris qui étaient hostiles à la position de la France au Rwanda. Cela aide énormément Emmanuel

Macron avec l'armée française. C'était difficile d'aller au Rwanda avec une armée française très réticente vis-à-vis de cette pacification. Or, le rapport Duclerc montre que l'armée française n'est pas complice, c'est vraiment le pouvoir politique de l'époque qui est en cause. L'honneur de l'armée française est sauf.

Ce voyage de Macron est aussi très attendu par l'opinion rwandaise ?

Bien sûr. Il ne faut pas sous-estimer aussi les diasporas et la façon dont le dossier rwandais alimente des sentiments anti-français. Pour l'image de la France en Afrique, qui est très dégradée, je pense que cela va jouer un rôle important.

Recueilli par L.M.

Il a publié en avril, *Le piège africain de Macron*, aux éditions Fayard, 272 pages.

Boris Johnson débiné par son ex-stratège

Lors d'une audition parlementaire, Dominic Cummings a démonté le Premier ministre britannique et sa gestion de la pandémie.

Il ne doute de rien. Feignant à merveille la contrition, Dominic Cummings, l'ex-conseiller très spécial de Boris Johnson, a déroulé un jeu trouble, hier, devant les parlementaires. Face au Covid, « nous n'avons pas été à la hauteur », a-t-il convenu. Difficile de le nier : son pays est le plus endeuillé d'Europe (128 000 décès).

Sauf que sa repentance fleure drôlement la vengeance. Lui qui a dopé le vote pro-Brexit, en manipulant les réseaux sociaux, n'a-t-il pas été viré sans égard par le Premier ministre, en novembre 2020 ? Le Net reste d'ailleurs son arme préférée. Depuis des jours, il en use avec gourmandise pour dézinguer Johnson, promettant des « révélations » sur sa gestion « désastreuse » du Covid. L'air de rien, il rappelle que « BoJo » est resté « en vacances » quand a éclaté l'épidémie qualifiée d'« histoire pour se faire peur ». Il aurait même envisagé de se faire inoculer le virus « en direct à la télévision » pour prouver qu'il n'y avait « rien à craindre » et que rien ne valait l'immunité collective. Et tant pis pour les plus fragiles !

Plus accablant, encore... Johnson a toujours démenti les médias qui lui reprochaient d'avoir dit « préférer voir les corps s'entasser » plutôt que de



Dominic Cummings, hier, lors de son audition. PHOTO : EPA/MAXPPP

reconfiner. Cummings confirme : « J'ai entendu cela dans le bureau du Premier ministre [...] le 31 octobre. » Et bien sûr, son ex-stratège assure avoir tout fait pour le raisonner.

Irréprochable Cummings ? Il admet avoir lui-même fauté, en bafoquant le confinement en mars 2020 : alors qu'il souffrait de symptômes du Covid, il avait filé chez ses parents à Durham, à 400 km de Londres. Une « erreur » qu'il s'empresse d'édulcorer, jurant qu'il voulait échapper à « des menaces ». Pas de sa faute, donc.

Cécile RÉTO.

La justice rôde autour de Donald Trump

Les procureurs ont réuni un grand jury, à New York, signe que leur enquête sur les affaires de l'ex-président progresse.

Repères

À quoi s'intéresse la justice new-yorkaise ?

À l'entrepreneur et au contribuable Donald Trump, plus qu'à l'ex-président républicain. La procureure de l'État de New York, Letitia James, et celui de Manhattan, Cyrus Vance Jr, auscultent ses arrières financières et fiscales. Trump et son entourage sont notamment soupçonnés d'avoir joué de l'accordéon avec son patrimoine et ses revenus. Tantôt, ils les surestimaient pour obtenir des prêts avantageux. Tantôt, ils les minoraient pour échapper au fisc. D'où les soupçons de fraude fiscale et bancaire.

Où en sont ces enquêtes ?

En février, le procureur Vance a obtenu – après dix-huit mois d'une bataille judiciaire épique – les déclarations fiscales de Trump entre 2011 et 2018. Signe que ses investigations avancent, il a, selon la *Washington Post*, réuni un grand jury populaire, qui va siéger trois jours par semaine, possiblement pendant six mois. Une telle instance est convoquée à un stade avancé de l'enquête, quand les soupçons portent sur des faits graves et complexes. Elle peut prononcer des



Donald Trump. PHOTO : M. REYNOLDS/EPAMAXPPP

inculpations, ce qui n'est arrivé à aucun ex-président.

Comment réagit Trump ?

Privé des mégaphones que sont Twitter et Facebook, il tempête par communiqués et e-mails à ses supporters. Il cherche à discréditer les enquêtes en les portant sur le terrain politique (James et Vance sont démocrates). Et comme avant l'émeute du Capitole, en janvier, il agite un chiffon rouge sous le nez de ses fans, en parlant d'« affront aux presque 75 millions d'électeurs qui l'ont soutenu à la présidentielle ».

Bruno RIPOCHE.

Le monde et l'Europe en bref

Syrie : autoréélection pour Bachar al-Assad

Les Syriens votaient hier dans les régions sous contrôle de Damas pour une présidentielle sans suspense qui devait offrir un quatrième mandat de sept ans à Bachar al-Assad, dans un pays en plein marasme économique, ravagé par une décennie de guerre. Face au président sortant, au pouvoir depuis 2000, deux personnalités faisaient valoir : l'ex-ministre et parlementaire Abdallah Salloom Abdallah et un membre de l'opposition tolérée par le pouvoir, Mahmoud Marei. C'est la deuxième présidentielle depuis le début de la guerre entamée en 2011, qui a fait plus de 388 000 morts et poussé à l'exil des millions de Syriens. Washington et plusieurs puissances européennes, dont l'Allemagne, ont condamné une élection qui « ne sera ni libre ni juste ».

Huit tués dans une fusillade à San José en Californie

Un employé des transports ferroviaires de la vallée de Santa Clara (Californie) a ouvert le feu, hier matin, dans la cour d'un centre de maintenance et de triage, près de l'aéroport de San José. La fusillade a fait huit morts, dont des employés de la compagnie. Selon la police, le tueur est mort et sa maison a été brûlée.

Blinken termine en Jordanie sa tournée d'apaisement au Moyen-Orient

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, terminait hier en Jordanie, avec le roi Abdallah II, sa tournée au Moyen-Orient pour tenter de consolider le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas palestinien. Quelques heures avant au Caire, il avait rencontré le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, dont le pays a joué un rôle central pour faire taire les armes à Gaza. La veille, il s'était efforcé de reconstruire le lien avec les Palestiniens tout en réitérant la volonté de Washington de défendre Israël.

La Suisse met fin aux négociations sur ses relations avec l'UE

La Suisse, après des mois de tergiversations, a décidé d'en finir avec les négociations sur ses relations avec l'Union européenne, estimant notamment que cela mettrait en péril sa politique migratoire. Une décision que « regrette » Bruxelles. Ce projet d'accord visait à homogénéiser le cadre juridique concernant la participation de la Suisse au marché unique de l'UE et à instaurer un mécanisme de règlement des différends. Les litiges portaient notamment sur les salaires, la libre circulation des personnes et les aides publiques.



Le président syrien Bachar al-Assad, au pouvoir depuis 2000, organisait hier un nouveau scrutin présidentiel sans suspense pour se reconduire sept ans à la tête de son pays déchiré par une décennie de guerre. PHOTO : SANA/HANDOUT VIA REUTERS

Espagne : la justice s'oppose à la grâce d'indépendantistes

La plus haute institution judiciaire espagnole s'est prononcée hier contre la grâce « partielle ou totale » des dirigeants indépendantistes catalans

condamnés pour la tentative de sécession de 2017, une mesure demandée par les séparatistes et que semble appuyer le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez. Neuf d'entre eux avaient été condamnés

en octobre 2019 par la Cour suprême à des peines de 9 à 13 ans de prison.

Présidentielle en Iran : Rohani demande davantage de candidats

Le président iranien Hassan Rohani a

demandé hier au guide suprême Ali Khamenei d'autoriser une concurrence accrue à la présidentielle de juin. « Le cœur des élections, c'est la concurrence. Si vous enlevez cela, vous avez un cadavre », a déclaré M. Rohani dans un discours télévisé, au lendemain de l'annonce du rejet des candidatures de son premier vice-président Eshaq Jahangiri et d'un de ses principaux alliés, Ali Larjani. Sur quelque 600 candidats au scrutin du 18 juin, le Conseil des gardiens de la Constitution, chargé du contrôle de l'élection, en a autorisé seulement sept, dont cinq ultraconservateurs. Une victoire sur un plateau pour le chef du pouvoir judiciaire, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, qui avait obtenu 38 % des voix face à Hassan Rohani il y a quatre ans.

Nigeria : plus de 150 disparus dans un naufrage

Plus de 150 personnes sont portées disparues depuis le naufrage d'un bateau transportant quelque 180 passagers dans le nord-ouest du Nigeria, sur le fleuve Niger. « Seules vingt personnes ont été retrouvées vivantes, quatre sont mortes et les 156 restantes sont toujours portées disparues et considérées comme englouties », a déclaré, hier soir, le responsable local des Voies fluviales.